



Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation des véhicules ferroviaires conventionnels et à grande vitesse entre les autorités nationales de sécurité de Hongrie et de France.

Megállapodás a nagysebességű és hagyományos vasúti rendszerekhez tartozó vasúti járművek üzembehelyezéséhez kapcsolódó kölcsönös elfogadási eljárásról a francia és magyar vasútbiztonsági hatóságok között.

**Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire
(EPSF)**

60, rue de la Vallée

CS 11758

F - 80017 Amiens Cedex 1

Tél.: +33 (0)3 22 33 95 95

<http://www.securite-ferroviaire.fr/>

National Transport Authority (NKH)

Road, Rail and Shipping Office

Railway Department

Addr.: H-1066 Budapest, Teréz krt. 62.

POB: H-1387 Budapest 62. Pf. 30.

Tél.: +36 1 474 1760

<http://www.nkh.gov.hu>

Introduction

Le présent protocole concerne la mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle des autorisations des véhicules ferroviaires entre le National Transport Authority (NKH), pour la Hongrie, et l'Établissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF), pour la France, agissant en tant qu'autorités nationales de sécurité (ANS) au sens de la directive 2004/49/CE, compétentes pour la délivrance des autorisations de mise en service des véhicules ferroviaires.

Ce protocole constitue la mise en application de la directive 2008/57/CE relative à l'interopérabilité du système ferroviaire de l'Union européenne ainsi que de la recommandation 2014/897/UE relative à l'autorisation de mise en service de sous-systèmes de nature structurelle et de véhicules conformément aux directives 2008/57/CE et 2004/49/CE qui recommandent la mise en œuvre par les ANS de procédures permettant de faciliter la reconnaissance mutuelle des règles nationales.

D'une manière générale, ce protocole définit le cadre réglementaire, la terminologie et les conditions d'instruction, par les ANS signataires, des demandes de mise en service des véhicules ferroviaires. Cependant, il ne se substitue en rien à l'obligation faite à chacune d'elles de délivrer les autorisations correspondantes, ni ne modifie les réglementations nationales applicables.

1. Champ d'application

Le présent protocole concerne les locomotives, les éléments automoteurs, les véhicules à voyageurs conventionnels et à grande vitesse et les véhicules fret :

- soit, déjà en service sur le réseau ferré de l'un des États membres concernés, et nécessitant une autorisation de mise en service sur le réseau de l'autre État cosignataire ;
- soit, nouveaux ou substantiellement modifiés pour lequel un processus commun et coordonné de délivrance de l'autorisation doit être mis en œuvre.

2. Principe

Dans le cadre de la reconnaissance mutuelle des procédures d'autorisation de mise en service des véhicules, les parties conviennent d'utiliser :

- un « guide d'application » pour la description des procédures. Ce guide sera visé par les autorités de sécurité signataires du présent protocole et en constituera l'annexe 1 ;

- une liste commune de règles appelée « document technique commun ». Les règles mentionnées dans cette liste commune correspondront aux réglementations nationales en vigueur et figureront en annexe 2 du présent protocole. Une lettre de validation signée par toutes les parties attestera l'entrée en vigueur dudit document.

Ces annexes feront partie intégrante du présent protocole et seront mis à jour conjointement, au besoin, par les ANS signataires du protocole, au même titre que le protocole lui-même. Les ANS veilleront à l'accessibilité publique des trois documents (protocole et annexes).

3. Cadre et classification des exigences pour la reconnaissance mutuelle (conformément à la directive 2008/57/CE, annexe VII point 2)

Les paramètres techniques sont structurés conformément à la liste des paramètres pris par décision de la Commission européenne conformément à l'article 27 paragraphe 4 de la directive 2008/57/CE relatif au document de référence.

La déclinaison de chaque paramètre est détaillée dans le document technique commun avec référence au document des références nationales. Les paramètres illustrant le document technique sont inscrits et classés dans l'une des trois catégories suivantes :

Catégorie A

La catégorie A comprend les paramètres vérifiés au regard des règles techniques considérées comme équivalentes par les signataires.

Catégorie B

La catégorie B contient les paramètres qui nécessitent des investigations complémentaires afin de déterminer si elles relèvent en tout ou en partie de la catégorie A ou C.

Les paramètres de cette catégorie pourront être acceptés dans la catégorie A ou C lors d'une révision ultérieure du document technique commun. Ils devront, jusqu'à ce reclassement, toujours être vérifiés au niveau national.

Catégorie C

La catégorie C comprend des paramètres vérifiés selon les règles techniques reconnues par les ANS signataires, comme indiscutablement liées aux caractéristiques techniques de l'infrastructure des réseaux de chaque État membre concerné. Ces paramètres ne peuvent être vérifiés que par l'ANS de l'État membre ayant édicté la règle nationale.

4. Paramètres relevant de la reconnaissance mutuelle de véhicules (catégorie A)

- a) Les paramètres qui font l'objet d'une reconnaissance mutuelle sont répertoriés dans la catégorie A par les parties signataires du protocole. Pour ces paramètres, la vérification par une ANS est suffisante, l'autorité de sécurité de l'autre État membre reconnaissant de facto la validité de l'examen réalisé sans vérification supplémentaire.
- b) Il n'y a pas obligation de traduction des documents de preuves techniques pour un paramètre de la catégorie A. Seule une attestation de conformité à l'exigence (comprenant éventuellement des prescriptions ou restrictions) émise par une ANS cosignataire ayant vérifié cette exigence, rédigée ou traduite dans une langue acceptée par l'ANS destinataire cosignataire, suffira à établir la preuve de conformité pour l'autre autorité.

Le regroupement de plusieurs paramètres en une seule attestation est possible. Les ANS signataires du protocole définiront un format commun de l'attestation de conformité. L'attestation délivrée par une ANS sera reconnue par l'autre partie cosignataire, pour autant qu'un nouvel élément issu du retour d'expérience n'appelle pas de nouvelles vérifications des règles applicables.

Dans le cas d'une demande d'autorisation simultanée auprès des autorités de sécurité cosignataires, celles-ci peuvent décider de conduire un processus commun et coordonné. Elles devront se mettre d'accord sur la répartition de la vérification de chacun des paramètres répertoriés dans la catégorie A et se feront mutuellement confiance. Les ANS devront également se mettre d'accord sur le choix de l'autorité qui délivrera la première autorisation (au sens de la directive 2008/57/CE), l'autre partie délivrant en conséquence une autorisation supplémentaire.

5. Elargissement éventuel du nombre de signataires du protocole

Toute ANS d'un autre État membre de l'Union européenne, autre que celles ayant signé le présent protocole, pourra se rallier à l'accord en adressant aux autorités nationales déjà signataires une déclaration écrite, datée et signée exprimant sa volonté d'y adhérer.

A compter de l'acceptation à l'unanimité par les ANS signataires, la déclaration émise par la nouvelle ANS adhérente entraînera systématiquement l'acceptation pleine et entière des documents techniques cités au point 2 du présent protocole et l'obligation de participer activement aux travaux communs de mise à jour du protocole et des documents techniques associés.

Ce ralliement entraînera également l'obligation pour le nouvel adhérent de participer à tous travaux en rapport au présent protocole.

6. Langue des documents

Le présent protocole et le guide d'application associé sont rédigés dans les langues officielles des ANS signataires. Toutefois, pour le document technique commun, l'utilisation d'une seule langue ou de l'anglais comme langue commune pourra être acceptée.

7. Entrée en vigueur et durée de validité

Ce protocole entre en vigueur dès la signature de toutes les parties et devient effectif pour une durée indéterminée. Chaque autorité de sécurité est en droit de résilier l'accord par écrit auprès de toutes les parties, avec un préavis de 30 jours.

Bevezetés

Jelen megállapodás a Nemzeti Közlekedési Hatóság (NKH) - mint a magyar NSA (Vasúti Biztonsági Hatóság) - és az Établissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF) - mint a francia NSA (Vasúti Biztonsági Hatóság) -, a 2004/49/EK Irányelv értelmében a vasúti járművek üzembehelyezése tekintetében kompetens hatóságok között jött létre nagysebességű és hagyományos vasúti rendszerekhez tartozó vasúti járművek üzembehelyezéséhez kapcsolódó kölcsönös elfogadási eljárás vonatkozásában.

Jelen megállapodás jogalapját a vasúti rendszer Közösségen belüli kölcsönös átjárhatóságáról szóló 2008/57/EK Irányelv, valamint a strukturális alrendszerek és járművek 2008/57/EK és 2004/49/EK európai parlamenti és tanácsi irányelvek alapján történő üzembe helyezésével és használatával kapcsolatos kérdésekről szóló 2014/897/EU Ajánlás képezi, amely lehetővé teszi az NSA-k között a nemzeti szabályok kölcsönös elfogadására vonatkozó eljárás megalósítását.

Általánosságban jelen megállapodás meghatározza a megállapodó NSA-k által a vasúti járművek üzembehelyezési engedélyeinek kiadására irányuló kérelmek jogi keretrendszerét, módszertanát és feltételeit. Ugyanakkor ez a megállapodás nem mentesíti a megállapodó feleket a ráruházott kötelezettségeik teljesítése és a kapcsolódó engedélyek kiadása alól, továbbá nem módosít semmilyen hatályban lévő nemzeti jogszabályt.

1. Hatály

Jelen megállapodás teherkocsikra, valamint hagyományos és nagysebességű mozdonyokra, belsőégésű vagy villamos hajtású önjáró vasúti járművekre, és személykocsikra vonatkozik:

- amelyet már üzembe helyeztek az egyik érintett tagállam nemzeti vasúthálózatán és szükség van a megállapodáshoz csatlakozó másik tagállam vasúti hálózatára történő üzembehelyezése is, illetve
- amely új vagy jelentősen módosított, ez által közös és koordinált engedélyezési eljárást igényel.

2. Alapelv

A vasúti járművek üzembehelyezéséhez kapcsolódó kölcsönös elfogadási eljárás megvalósításának keretrendszerén belül, az aláíró felek megegyeznek a következők alkalmazásáról:

- „alkalmazási útmutató” a folyamatok leírásáról. Az útmutatót, jelen megállapodást elfogadó NSA-k írják alá és az 1. mellékletet fogja képezni.
- közös szabályok listája, más néven „közös műszaki dokumentum”. A közös listán szereplő szabályoknak meg kell egyeznie a hatályos nemzeti szabályzással és a jelen megállapodás 2 mellékletét fogja képezni. A megegyező felek által aláírt hitelesítő levél igazolja majd a kapcsolódó dokumentumok érvényességének kezdetét.

A mellékletek jelen megállapodás elválaszthatatlan részét képezik. Amennyiben aktualizálás szükséges, vagy a megállapodó felek igénylik, a mellékletek együttesen kerülnek frissítésre, a megállapodással együtt. Az NSA-k garantálják a nyilvános hozzáférhetőséget és kapcsolódó dokumentumok (megállapodások és mellékletek) aktualizálását.

3. A követelmények tartalmának és osztályzásának csoportokba sorolása a kölcsönös elfogadáshoz (a 2008/57/EK Irányelv VII. melléklet 2. pontjának megfelelően).

A műszaki paramétereket a Bizottság döntésének megfelelő szerkezetben kell listázni a 2008/57/EK Irányelv referenciadokumentumról szóló 27. cikkének (4) bekezdésével összhangban. A műszaki paramétereket a Bizottság döntésének megfelelő lista szerint kell rendszerezni, tekintettel a 2008/57/EK Irányelv referenciadokumentumokról szóló 27. cikkének (4) bekezdésére.

Minden egyes paraméter tartalmát a közös műszaki dokumentum részletesen ismerteti, hivatkozással a Nemzeti Referencia Dokumentumra. A közös műszaki dokumentumban szereplő paraméterek a következő 3 osztályba vannak besorolva:

A Osztály:

Az A Osztályba sorolt paraméterek olyan műszaki szabályoknak megfelelően kerülnek vizsgálatra, amelyeket egyenlőnek minősítenek a megállapodást aláíró NSA-k.

B Osztály:

A B Osztályba sorolt paraméterek további vizsgálatokat igényelnek annak a megállapítására, hogy teljes mértékben vagy csak részben az A vagy C Osztály valamelyikébe tartoznak-e.

A B osztályban szereplő paraméterek elfogadhatóak A vagy C Osztályokba tartozónak, a közös műszaki dokumentum felülvizsgálata után. Ezeket a paramétereket mindaddig nemzeti szinten kell vizsgálni, amíg ez a felülvizsgálat meg nem történik.

C Osztály:

A C Osztályban szereplő paraméterek a megállapodást aláíró NSA-k által elfogadott műszaki szabályoknak megfelelően kerülnek vizsgálatra, és az egyes tagállamok infrastruktúrájának jellemzőihez kapcsolódnak. Ezt csak annak a tagállamnak az NSA-ja tudja vizsgálni, amely a nemzeti szabályozást kiadta.

4. A kölcsönös elfogadás szempontjából lényeges paraméterek (A Osztály)

- a) Ezen paramétereket a megállapodást aláíró felek az A osztályba sorolták. Ezeknek a paramétereknek az ellenőrzése csak egyik NSA által szükséges. A másik tagállam nemzeti hatósága „feltétel nélkül elfogadja a korábbi ellenőrzések hitelességét további ellenőrzések végrehajtása nélkül.
- b) Az A Osztályba tartozó paraméterek műszaki dokumentumainak lefordítása nem kötelező. A szabályoknak/előírásoknak való megfelelést igazoló, a megállapodást aláíró valamely NSA által a megállapodást aláíró NSA-k által elfogadott nyelven kiadott igazolást kell figyelembe venni a jármű üzembehelyezési eljárásban. A másik, átvevő hatóság által elfogadott igazolás elegendő bizonyítékot szolgál a megfelelésről.

Egy igazolásban, összevontan több paraméter igazolása is lehetséges. Az aláíró NSA-k meg fogják határozni megfelelési igazolás közös formátumát. Az egyik aláíró NSA által kiállított megfelelési igazolás mindaddig elfogadott a másik hatóság által, ameddig a visszajelzési tapasztalatokból nem merül fel új elem, amely az alkalmazott előírások felülvizsgálatát igényelné.

Egyidejű üzembehelyezési kérelmek esetén az megállapodást aláíró NSA-knál lehetőség van egyesített és koordinált eljárás lefolytatására. Az aláíró NSA-knek meg kell egyezniük az A Osztályban felsorolt paraméterek ellenőrzésének felosztásában, és meg kell bízniük egymásban. Továbbá meg kell egyezniük abban is, hogy melyik hatóság állítja ki az első enge-

délyezést (a 2008/57/EK Irányelvnek megfelelően), valamint a másik hatóság a további engedélyezést ezzel összhangban.

5. A megállapodáshoz további tagok csatlakozásának lehetősége

Bármely más NSA-nak, amely nem írta alá a jelen megállapodást, van lehetősége jelen szerződéshez csatlakoznia, az aláíró Nemzeti Hatóságoknak címzett dátummal és aláírással ellátott nyilatkozat megküldésével, amelyben kifejezik csatlakozási szándékukat jelen szerződéshez.

Az aláíró NSA egyhangú elfogadásától kezdve az új tag által kiadott nyilatkozat automatikusan a megállapodás 2. pontjában hivatkozott, mellékelt műszaki dokumentáció teljes elfogadását jelenti, valamint kötelezettséget a megállapodás és a kapcsolódó műszaki dokumentáció közös aktualizálási munkáiban való részvételre.

Az új tag továbbá köteles részt venni jelen megállapodással kapcsolatos valamennyi munkában.

6. A dokumentumok nyelve

Ez a megállapodás és a mellékelt alkalmazási útmutató az aláíró NSA-k hivatalos nyelvén íródott. Azonban a közös műszaki dokumentum tekintetében valamely aláíró NSA hivatalos nyelve vagy az angol – mint közös nyelv – használata elfogadott lehet.

7. Hatályba lépés és érvényesség

Jelen megállapodás a résztvevők aláírása után lép hatályba. Érvényessége határozatlan ideig tart. Bármelyik aláíró Biztonsági Hatóságnak joga van a szerződést írásban felmondani 30 napos felmondási idővel. A felmondást az összes fél részére meg kell küldeni.

Budapest, le 28 octobre 2015,
Budapest, 2015. október 28.

Pour les agences nationales de sécurité,
Nemzeti Biztonsági Hatóságok részéről,

Florence ROUSSE	Directrice générale Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF)	
Tamás ALSCHER	Főosztályvezető Nemzeti Közlekedési Hatóság Útügyi, Vasúti és Hajózási Hivatal Vasúti Főosztály (NKH UVHH VF)	